

N°: 2007-06-08

Service: Ressources Humaines - Affaires Juridiques

**OBJET: TAUX DE PROMOTION APPLICABLES AU PERSONNEL DE LA MAIRIE
D'OULLINS EN MATIÈRE D'AVANCEMENT DE GRADE**

-LE CONSEIL MUNICIPAL-

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée, relative à la Fonction Publique Territoriale et portant modification de certains articles du Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 49, 76 à 80;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois territoriaux;

Vu le tableau des effectifs;

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 08/06/2007;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

L'article 35 de la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale a introduit à l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale un dispositif substituant aux quotas d'avancement de grade précédemment déterminés par les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois territoriaux, la fixation par l'organe délibérant de chaque collectivité territoriale ou établissement public du nombre maximum de possibilités d'avancement de grade au sein de chaque cadre d'emplois, exception faite de la filière de la police municipale.

Contrairement aux quotas de promotion réglementaires qui s'appliquaient à l'effectif d'un grade ou d'un cadre d'emplois qui conduisaient à un pyramidage de chaque cadre d'emplois, le nouveau dispositif prévoit que les taux de promotion à fixer s'appliqueront sur l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions d'avancement.

En conséquence, afin de respecter la hiérarchie des grades, de prendre en compte les définitions de fonctions figurant dans les statuts particuliers qui réservent l'exercice de certaines fonctions aux titulaires de certains grades d'avancement et de contenir la masse salariale, il paraît indispensable de lier les possibilités d'avancement à certains grades aux différents niveaux de responsabilités résultant de l'organigramme.

Ainsi, il est proposé :

➤ *En catégorie C :*

- Pour passer de l'échelle 3 à l'échelle 4 : un taux de 100%, compte tenu de l'obligation de passer un examen professionnel.
- Pour passer de l'échelle 4 à l'échelle 5 : un taux de 50%.
- Pour passer de l'échelle 5 à l'échelle 6 et au grade d'agent de maîtrise principal : un taux de 30% pour les agents assumant une responsabilité particulière et encadrant des agents.

➤ *En catégorie B :*

- Pour passer du grade de base au grade intermédiaire : un taux de 50% pour les agents assumant une responsabilité particulière et ayant une expertise.
- Pour passer du grade intermédiaire au grade terminal : un taux de 30% pour les agents assumant une responsabilité particulière, ayant une expertise et encadrant des agents.

➤ *En catégorie A constituée de deux grades :*

- Pour passer du grade de base au grade terminal : un taux de 30% pour les agents coordonnant plusieurs secteurs.

➤ *En catégorie A constituée de trois grades :*

- Pour passer du grade de base au grade intermédiaire : un taux de 50%.
- Pour passer du grade intermédiaire au grade terminal : un taux de 30% pour les agents coordonnant plusieurs secteurs.

Aussi, il est indiqué que les taux sont arrondis à l'entier supérieur si le résultat est inférieur à 1.

Il est rappelé qu'en application de l'article 79 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, les tableaux annuels d'avancement sont arrêtés par le Maire par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience, après avis des Commissions Administratives Paritaires compétentes.

- DELIBERE-

A L'UNANIMITE

FIXE le nombre maximum de fonctionnaires susceptibles chaque année de bénéficier d'un avancement de grade selon les modalités détaillées ci-dessus:

PRECISE que les règles édictées pourront être modifiées ultérieurement par délibération, après avis du Comité Technique Paritaire.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET